

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 317 / novembre

# PANORAMA DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

## Caractéristiques structurelles

Chef-lieu	Nouméa
Superficie	18 576 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Pacifique Sud, Australie à 1 500 km, Nouvelle-Zélande à 1 800 km, Paris à 17 000 km
Langues parlées	Français et langues kanaks
Monnaie	Franc pacifique - F CFP - (Code ISO 4217 : XPF) - 1000 F CFP = 8,38 euros
Statut	Collectivité sui generis rattachée à la France
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 2 représentants du Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'Etat	Haut-commissaire de la République

## Repères historiques

L'occupation régulière du territoire, issue du mouvement migratoire austronésien daterait de 2 000 av. J.-C. C'est en 1774 que le capitaine James Cook découvrit la Nouvelle-Calédonie. En 1853, l'archipel devint, sur ordre de Napoléon III, colonie française. Puis, en 1946, la Nouvelle-Calédonie devint un Territoire d'outre-mer, statut qui fut confirmé à l'avènement de la V<sup>e</sup> République.

Les années 80 furent marquées par la montée du mouvement indépendantiste Kanak. Après une période de troubles, les **Accords de Matignon**, signés le 26 juin 1988 permettront cependant de retrouver une stabilité politique et d'engager le rééquilibrage économique.

L'**Accord de Nouméa**, signé le 5 mai 1998, poursuit dans la voie ouverte par les précédents accords en instaurant une période de 20 ans qui verra le transfert progressif de certaines compétences de l'État à la Nouvelle-Calédonie et la mise en place de nouvelles institutions. Cet accord prévoyait également la tenue d'au moins une consultation référendaire à l'issue de cette période. Les personnes admises sur la liste électorale spéciale pour la consultation dans les conditions définies par l'article 218 de la loi organique modifiée du 19 mars 1999, se sont déjà prononcées à deux reprises à la question « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ». Lors de la première consultation du 4 novembre 2018, 56,7 % des votants ont répondu « Non » et 43,3 % « Oui ». Lors de la deuxième consultation du 4 octobre 2020, 53,3 % des votants ont répondu « Non » et 46,7 % « Oui ».

## Organisation institutionnelle

La Nouvelle-Calédonie est définie comme une collectivité sui generis spécifiquement régie par le titre XIII de la Constitution (articles 76 et 77), qui l'exclut du champ des collectivités territoriales. L'organisation institutionnelle est spécifiée par la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999.

L'**État**, représenté par le haut-commissaire de la République, est chargé d'organiser les services relevant des pouvoirs régaliens de l'État et de veiller « à l'exercice régulier de leurs compétences par les institutions de la Nouvelle-Calédonie et des Provinces et à la légalité de leurs actes ».

Le **Congrès**, composé de 54 membres, est l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie. Il légifère en votant les « lois du pays » et élit à la proportionnelle les membres du gouvernement.

Le **Gouvernement** de la Nouvelle-Calédonie est l'organe exécutif collégial du territoire. Il prépare et exécute les délibérations du Congrès et de sa Commission permanente. Il regroupe les principales forces politiques représentées au Congrès, qui doivent s'entendre pour la gestion du territoire puisque les décisions ne peuvent être prises qu'à la majorité de ses membres.

Les **Provinces** ont été créées en 1989 dans un objectif de rééquilibrage économique et démographique du territoire. Au nombre de trois (Sud, Nord et Îles Loyauté), leurs larges compétences s'exercent aux domaines du développement économique, du développement du territoire, des secteurs sociaux et de la culture.

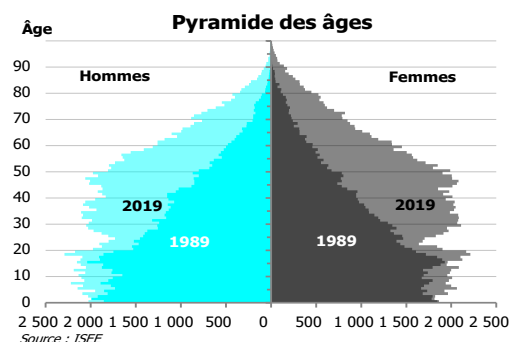
D'autres institutions ont également été créées, telles que le Sénat coutumier (composé de 16 membres selon les usages reconnus par la coutume, à raison de deux représentants par aire coutumière de la Nouvelle-Calédonie), le Conseil économique, social et environnemental (CESE), le Comité consultatif des mines et le Conseil des mines ou encore l'Autorité de la concurrence.

## Un territoire jeune, avec une croissance de la population en net ralentissement

Le recensement à fin 2019 dénombre 271 407 habitants sur le territoire calédonien. **L'accroissement démographique** connaît un ralentissement marqué, passant de 9 % pour la période intercensitaire précédente à 1,0 % entre 2014 et 2019. La province Sud concentre 75 % de la population et compte 3 161 habitants de plus qu'en 2014. La province Nord (18 % de la population totale) perd 577 habitants, tandis que la population de la province des Îles reste stable. Le ralentissement observé provient de l'inversion du **solde migratoire** (-2 000 personnes par an en moyenne contre +1 600 entre 2009 et 2014), ce qui est une première depuis le recensement de 1983 (-10 300 personnes). Cette perte de population est compensée par un **solde naturel** positif (+13 000 personnes), malgré la baisse constante de la fécondité. Avec un âge moyen de 34,7 ans en 2019 contre 33 ans en 2014 la population calédonienne vieillit mais reste jeune. La part des moins de 20 ans diminue (30,1 % contre 32 % en 2014) mais reste nettement supérieure à celle de la France entière (24 %).

Indicateur démographique, 2019	Nouvelle-Calédonie	France entière
Population (milliers, millions pour la France)	271,4	67
Part des moins de 20 ans (%)	30,1	24
Part des 20 - 64 ans (%)	60	55,5
Part des 65 ans et plus (%)	10	20,5
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	15	119,3 <sup>(3)</sup>
Taux croissance annuel moy. de la population (%; 2009-2019)	1,0	0,41
Taux de natalité (taux pour 1000 habitants)	14,5 <sup>(1)</sup>	11,2
Taux de mortalité (taux pour 1000 habitants)	5,5 <sup>(1)</sup>	9,1
Taux de mortalité infantile (taux pour 1000 naissances)	4,9 <sup>(1)</sup>	3,8
Indicateur conjoncturel de fécondité	1,97 <sup>(1)</sup>	1,85
Espérance de vie des femmes à la naissance (années)	80,1 <sup>(1)</sup>	85,6
Espérance de vie des hommes à la naissance (années)	75,1 <sup>(1)</sup>	79,7

Estimations ; (1) 2017 ; (2) France Métropolitaine  
Sources : INSEE, ISEE



## Panorama de l'économie : une économie en ralentissement

### Un régime de croissance qui ralentit mais un niveau de vie toujours relativement élevé

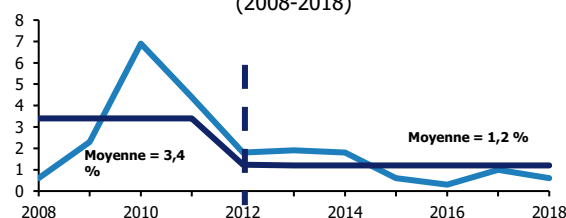
Le **Produit Intérieur Brut** (PIB) de la Nouvelle-Calédonie a dépassé les 1 000 milliards XPF en 2018 (dernier chiffre disponible, estimation CEROM), mais sa croissance a changé de régime et ralenti sensiblement depuis quelques années : +1,2 % par an en moyenne entre 2012 et 2018 en termes réels, dont une progression inférieure à 1,0 % depuis 2015, alors qu'elle était de plus 3,6 % sur la période 2000-2011. Le contexte est marqué par une succession de consultations référendaires, des cours du nickel volatils, loin de leur plus haut, mais aussi par l'arrivée à maturité de certains moteurs de croissance (construction des usines métallurgiques, équipement du foyer, immobilier, grandes infrastructures...). La hausse du PIB reste toutefois supérieure à celle de la population, entraînant une poursuite de la progression de la richesse par habitant. Le territoire est ainsi placé dans le peloton de tête des régions de France et des Outre-mer.

Principaux indicateurs économiques	2009	2019	France
PIB (milliards de XPF courant)	745	1028 <sup>(1)</sup>	280 725
Taux de croissance du PIB (%; 2018)	2,3	0,6	1,7
PIB par habitant (euros courants)	25 534	31 875	35 157
Taux de dépendance aux importations <sup>(2)</sup> (% du PIB)	42,2	38,3 <sup>(1)</sup>	33,9
Taux d'inflation (%; variation par rapport à l'année précédente)	0,2	-0,5	1,1
Taux de chômage (%; au sens du BIT)	nd	10,9	8,1 <sup>(3)</sup>

° : Estimations ; (1) 2018 ; (2) de biens et services ; (3) 2017

Sources : IEOM, INSEE, ISEE, Banque de France

Taux de croissance réel du PIB en % (2008-2018)

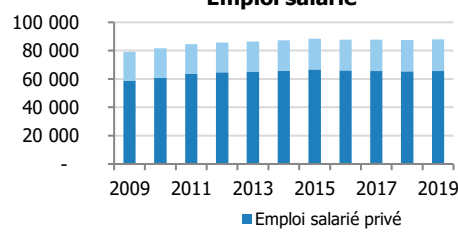


Source : ISEE - CEROM

### Un changement de contexte sur le marché de l'emploi

Après plusieurs années de croissance forte (+2,1 % par an en moyenne entre 2009 et 2015), soit +7 947 emplois, **l'emploi salarié privé** baisse de 0,7 % en moyenne par an entre 2015 et 2018, soit -1 340 emplois. Il progresse timidement de 0,4 % en 2019 (+237) par rapport à 2018 pour s'établir en moyenne annuelle à 65 700 salariés. Cette évolution est tirée par le secteur du BTP durement touché par la fin d'une période de grands travaux (-3 000 emplois depuis 2011). Les secteurs du commerce et de l'industrie détruisent également des emplois depuis 2015 (respectivement -250 emplois et -320 emplois). Seuls, le secteur des services et le secteur agricole voient leurs effectifs augmenter rétrospectivement de 500 emplois et de 65 emplois depuis 2015. En parallèle, sur la décennie 2009-2019, **l'emploi salarié public** a continué de progresser de manière assez continue (+1,0 % par an en moyenne, soit +2 000 emplois sur la période), dont + 591 entre 2015 et 2018 (ce qui a compensé une partie seulement des suppressions d'emplois dans le privé). En 2019, avec un effectif de près de 22 300 personnes, il représente 25 % de l'emploi salarié total. En 2019, **l'emploi salarié total** s'approche des 88 000 personnes. Il est en progression sur un an (+0,4 %) mais reste toujours en deçà du niveau de 2015 (-0,4 %, soit environ 360 salariés en moins).

Emploi salarié



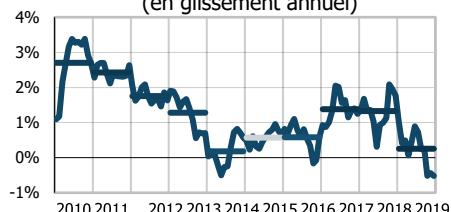
Sources : CAFAT, ISEE

## Une inflation globale modérée, mais des évolutions contrastées des prix relatifs

Depuis décembre 2010, **l'inflation hors tabac** n'a été que de 8 % sur 9 ans, soit moins de 1 % par an en moyenne. Sur la même période, les prix des automobiles et des produits alimentaires ont augmenté de 9 %, les loyers d'habitation de 12 %, les services d'éducation de 20 % et la restauration de 24 %, alors que d'autres produits ont connu des baisses sensibles : l'ameublement (-12 %), les services financiers (-15 %), l'habillement (-18 %), les télécommunications (-20 %) ou encore les équipements individuels, photographiques et informatiques (-29 %). L'écart de prix moyen avec la France métropolitaine était estimé à 33 % en 2015.

En 2019, le législateur a mis en place un mécanisme de bouclier qualité-prix afin d'encadrer les prix de certains produits de première nécessité. L'inflation s'établit à +0,3 % en moyenne sur l'année, tirée par les prix du tabac et des services, tandis que le basculement en régime définitif de la TGC a favorisé une baisse des prix de l'alimentation et des produits manufacturés.

**Indice des prix à la consommation**  
(en glissement annuel)



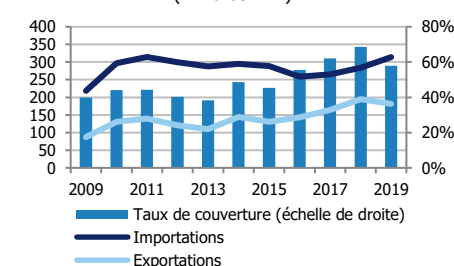
Sources : ISEE

## Des échanges extérieurs déficitaires

Le **taux de couverture** des marchandises s'établit à 49,5 % en moyenne sur 10 ans, avec de fortes variations (liées à la volatilité du cours du nickel), dont un pic à 68,6 % en 2018. Entre 2009 et 2019, les exportations ont progressé de plus de 100 % et les importations de 40 %. Le solde de la balance commerciale, structurellement déficitaire, se détériore en 2019 (-136 milliards XPF). La balance des services est elle aussi déficitaire (-45 milliards XPF en 2019).

La France demeure le **premier fournisseur** du territoire (28 % des importations), suivie de Singapour (12 %), de la Chine (11 %) et de l'Australie (9 %). La Chine s'impose comme le **premier client** (56 % du total), avec une part de marché multipliée par quatre en dix ans. Suivent la Corée du Sud (14 %), puis le Japon (12 %), dépasse Taiwan dont la part de marché a été divisée par trois en dix ans.

**Échanges commerciaux**  
(milliards XPF)



Sources : ISEE, Douanes

Importations (milliards XPF)	2009	2019	TCAM <sup>(1)</sup>
Produits minéraux	33,6	74,4	8,3%
Matériel de transport	36,3	56,7	4,6%
Machines, appareils et matériel électrique	40,3	53,2	2,8%
Produits alimentaires, boissons, tabacs	30,2	43,3	3,7%
Produits chimiques	17,2	23,7	3,3%
Autres produits	26,7	23,2	-1,5%
Métaux et ouvrages en ces métaux	15,3	17,0	1,1%
Produits en caoutchouc et plastique	8,3	12,5	4,2%
Textiles	5,8	6,4	1,0%
Papiers et ouvrages en papier	4,6	3,5	-2,8%
<b>Total importations</b>	<b>218,4</b>	<b>314,0</b>	<b>3,7%</b>

<sup>(1)</sup>TCAM : taux de croissance annuel moyen entre 2009 et 2019

Sources : ISEE, Douanes, DIMENC

Exportations (milliards XPF)	2009	2019	TCAM <sup>(1)</sup>
Minerai de nickel	14,3	39,8	10,8%
Ferronickels	47,8	98,9	7,5%
Mattes	17,7	0,0	nd
Oxyde de nickel (NiO)	0,001	20,4	169,8%
Carbonate de cobalt (CoCO3)	0,0	3,0	nd
Nickel Hydroxide Cake (NHC)	0,0	9,1	nd
Crevettes	1,3	1,4	0,7%
Holothuries	0,001	0,3	76,9%
Thons	0,4	0,3	-2,8%
Autres produits	5,7	8,3	3,8%
<b>Total exportations</b>	<b>87,2</b>	<b>181,5</b>	<b>7,6%</b>

<sup>(1)</sup>TCAM : taux de croissance annuel moyen entre 2009 et 2019

Sources : ISEE, Douanes, DIMENC

## Les principaux secteurs d'activité : des évolutions hétérogènes

L'économie calédonienne se caractérise par une **tertiarisation avancée** : les services marchands créent 37 % de la richesse, les services non marchands 24 % et le commerce 11 %. La valeur ajoutée générée par l'industrie en incluant les activités minières et métallurgiques est estimée à 15 %. Le poids du secteur primaire et celui de la construction s'élève à 2 % et 11 % respectivement. Le territoire compte plus de 38 000 entreprises marchandes, dont 97 % ont moins de 10 salariés.

### Un poids stable des finances publiques

Entre 2009 et 2019, la part des **dépenses de l'État** dans le PIB est restée relativement stable (17 % du PIB en 2019) et s'élève à 176,6 milliards XPF en 2018 (dernière année disponible). Elles sont à 49 % composées des salaires versés aux fonctionnaires et des pensions. Le reste concerne les dotations aux collectivités. La part des **prestations sociales** de la CAFAT dans le PIB progresse, passant de 11 % à 15 % en raison notamment de la hausse sensible des dépenses de santé (maladies chroniques longues notamment) et du nombre de retraités. La problématique du financement des déficits des comptes sociaux de la CAFAT est d'ailleurs devenue très prégnante et peu soutenable, notamment pour le régime unifié d'assurance maladie-maternité (RUAMM) dont la trésorerie réelle est particulièrement tendue.

Les finances publiques	2009	2019
Effectifs publics (% emploi salarié)	26 %	25 %
Part des recettes fiscales dans le PIB (%)	nd	18 %**
Part des dépenses de l'État dans le PIB (%)	18 %	17 %**
Part des prestations sociales* dans le PIB (%)	11 %	15 %**

\* prestations CAFAT \*\*2018

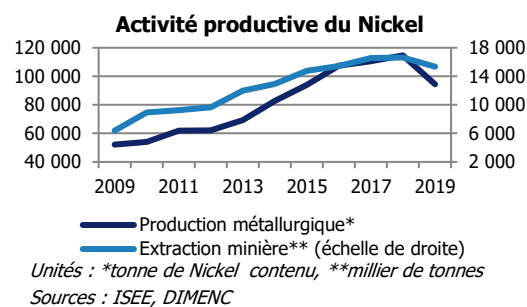
Sources : ISEE, DBAF, CAFAT, DFIP

### L'activité du secteur du BTP en contraction

Le secteur du BTP représente encore 11 % de la création de richesse et emploie près de 10 % des salariés du secteur privé en 2019. Longtemps tiré par le rattrapage économique (développement des infrastructures et construction d'usines métallurgiques), le secteur s'essouffle. L'investissement des ménages dans l'immobilier ainsi que le nombre de chantiers diminuent. Le nombre d'entreprises et le nombre d'emplois salariés baissent respectivement en moyenne de 3,8 % et de 4,1 % par an depuis 2012.

## Une décennie de croissance pour l'industrie du nickel dans un contexte de prix volatils

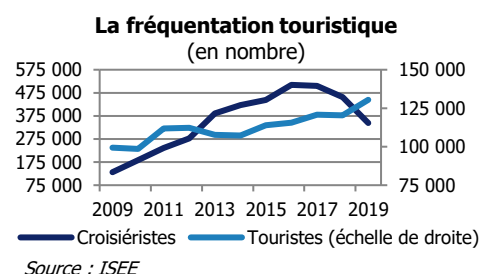
Considéré comme le secteur phare de l'économie calédonienne, le poids de l'industrie du nickel dans le PIB varie sensiblement selon le cours du nickel. Il s'établit à 7 % en 2018, mais sa capacité d'entraînement sur l'économie est bien plus significative du fait des nombreuses activités satellites et de son impact plus général sur le climat de confiance. L'**extraction de minerai** et la **production métallurgique** ont plus que doublé ces dix dernières années avec la construction de deux nouvelles usines (2007-2012). L'année 2019 est marquée par une baisse inédite des productions minières (-7,8 %) et métallurgiques (-17,6 %), suite à des mouvements sociaux et à des difficultés technologiques. Les exportations de minerai parviennent néanmoins à progresser (+7 % en volume et +11,6 % en valeur), du fait de nouvelles autorisations d'export délivrées par le Gouvernement.



En parallèle, sur le **plan mondial**, les nombreux investissements (notamment en Asie) qui ont suivi le boom du cours du métal de 2007-2008 (cours LME > 30 000 \$/tonne), se sont traduits par d'importantes capacités supplémentaires et une forte pression à la baisse des cours (<10 000\$/tonne dès 2015). Depuis le point bas de 2016, le cours LME se redresse modestement (13 900 \$/tonne en moyenne en 2019) aidé par une demande de nouveau supérieure à l'offre. Dans ce contexte, en dépit des hausses de production, les opérateurs métallurgiques du territoire ne parviennent pas à être rentables. Après de nombreuses années de pertes importantes, il doivent parvenir à rationaliser leurs coûts et redéfinir leurs modèles économiques.

## Un secteur touristique modeste mais en développement

De 2009 à 2019, 113 000 **touristes** par an en moyenne visitent chaque année le territoire, avec une progression de 2,8 % par an en moyenne, et un pic de 130 000 touristes atteint en 2019 (+8,4 % sur l'année). En parallèle, l'activité **des croisiéristes** qui s'est rapidement développée jusqu'en 2016 (record de 509 000 croisiéristes), est en retrait ces trois dernières années (-32,5 % de 2016 à 2019). Le secteur touristique (hébergement et restauration) représente 7 % du nombre de salariés du secteur privé en 2019. Les dépenses des touristes et croisiéristes sont estimées autour de 26 milliards XPF en 2019.



## La place bancaire et le financement de l'économie : un développement continu

La Nouvelle-Calédonie compte 9 établissements de crédit implantés localement, dont 4 banques commerciales (BCI, BNC, SGCB, BNPPC), 4 sociétés de financement (SOCALFI, BPCE Lease Noumea, Nouméa Crédit, Crédit Calédonien et Tahitien) et 1 établissement de crédit spécialisé (Crédit Agricole Mutuel). En parallèle, des établissements « hors zone » complètent l'offre de financement du territoire, principalement l'Agence française de développement (AFD), la Caisse des Dépôts (CDC), la CASDEN Banques Populaires et la Banque européenne d'investissement (BEI).

Indicateurs monétaires et financiers	2009	2019	TCAM <sup>(1)</sup>
Masse monétaire (milliards XPF)	463	653	3,5%
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 445	2 467	0,1%
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 259	946	-2,8%
Nombre de comptes bancaires par habitant	1,73	2,04	1,7%
Encours sains des agents économiques <sup>(2)</sup>	757	1 218	4,9%
Taux de créances douteuses totales (%)	2,0%	3,4%	+1,4 pts

(1) taux de croissance annuel moyen sur la période 2009-2019

(2) auprès des établissements de crédit locaux

Source : IEOM

La bancarisation et même la financiarisation de l'économie continuent de se développer au regard du nombre de comptes, de l'évolution des moyens de paiement ou encore de la croissance des effectifs et encours de crédits (qui dépassent les 1 200 milliards XPF à fin 2019, soit 123 % du PIB).

Dans un contexte de croissance ralentie de l'économie calédonienne, l'activité bancaire reste résiliente, même si les signes d'essoufflement progressif se confirment en 2019. En moyenne, sur la période 2009-2019, les encours sains progressent de 4,9 % par an, soit un rythme bien plus rapide que la croissance économique. L'encours total des dépôts progresse sur un rythme annuel moyen de 3,3 % sur la même période. Les taux d'intérêt pratiqués se sont détendus dans le sillage du contexte international et les écarts avec la métropole ont tendance se réduire (cf rapport annuel 2019)

Indicateurs entreprises	2009	2019	TCAM <sup>(3)</sup>	Indicateurs ménages	2009	2019	TCAM <sup>(3)</sup>
Encours sains <sup>(1)</sup> (milliards XPF, au 31/12)	382	504	2,8%	Encours sains <sup>(1)</sup> (milliards XPF, au 31/12)	328	516	4,6%
dont crédits d'exploitation (%)	20%	17%		dont crédits à la consommation (%)	20%	15%	
dont crédits d'investissement (%)	54%	49%		dont crédits à l'habitat (%)	79%	85%	
dont crédits à la construction (%)	24%	32%					
Créances douteuses nettes (milliards XPF, au 31/12)	2,9	15,1	17,9%	Créances douteuses nettes (milliards XPF, au 31/12)	2,1	5,8	22,4%
Actifs financiers <sup>(2)</sup> (milliards XPF, au 31/12)	187	242	2,6%	Actifs financiers <sup>(2)</sup> (milliards XPF, au 31/12)	306	430	7,0%

(1) concours sur l'ensemble des établissements de crédit

(2) auprès des établissements de crédit locaux

(3) taux de croissance annuel moyen sur la période 2014-2019

Source : IEOM